

B.14. Wie der Ministerrat bemerkt, beruht der Klagegrund auf einer falschen Annahme.

Durch die angefochtene Bestimmung wird der Provinzgouverneur nämlich verpflichtet, sämtliche Schulden zu berücksichtigen, die unter der Geltung des vorerwähnten Gesetzes vom 31. Dezember 1963 entstanden sind, ungeachtet dessen, ob sie zum Vorteil oder zum Nachteil der Gemeinde ausfallen, die Mitglied der Hilfeleistungszone und eine ehemalige Gemeinde als Gruppenzentrum ist, und entsprechend diesen Summen den Betrag der Dotation der früheren Gemeinde als Gruppenzentrum für die Hilfeleistungszone entsprechend zu verringern oder zu erhöhen.

Folglich lässt die angefochtene Bestimmung keinen Behandlungsunterschied zum Nachteil der früheren Gemeinden als Gruppenzentren entstehen, indem sie ihnen die Forderungen entziehen würde, die sie gegenüber ihren früheren versorgten Gemeinden haben, da diese Forderungen vom Betrag der Dotation, die der Hilfeleistungszone durch die frühere Gemeinde als Gruppenzentrum geschuldet wird, abgezogen werden.

B.15. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 14. Januar 2016.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
J. Spreutels

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/200432]

Extrait de l'arrêt n° 6/2016 du 14 janvier 2016

Numéro du rôle : 6104

En cause : le recours en annulation de l'article 66 de la loi du 5 mai 2014 concernant diverses matières relatives aux pensions du secteur public, introduit par la ville d'Andenne.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul et T. Giet, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 27 novembre 2014 et parvenue au greffe le 1^{er} décembre 2014, un recours en annulation de l'article 66 de la loi du 5 mai 2014 concernant diverses matières relatives aux pensions du secteur public (publiée au *Moniteur belge* du 2 juin 2014) a été introduit par la ville d'Andenne, assistée et représentée par Me J. Bourtembourg et Me N. Fortemps, avocats au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la disposition attaquée

B.1.1. Le recours porte sur l'article 66 de la loi du 5 mai 2014 concernant diverses matières relatives aux pensions du secteur public, qui insère, dans la loi du 24 octobre 2011 « assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives », un article 21/2 rédigé comme suit :

« Le montant des cotisations patronales supplémentaires dues à titre de responsabilisation individuelle est réparti entre les communes de la zone conformément aux dispositions de l'article 68, §§ 2 et 3 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ».

B.1.2. La loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile prévoit la création de zones de secours et le transfert du personnel des anciens corps communaux d'incendie vers les nouvelles zones. Un statut administratif et pécuniaire uniforme pour toutes les zones de secours est fixé pour ce personnel. La disposition attaquée s'inscrit dans un ensemble de dispositions ayant pour objet de régler la situation, en matière de sécurité sociale et de pension, de tout le personnel professionnel des zones de secours nommé à titre définitif.

Les travaux préparatoires de la loi du 5 mai 2014 précisent :

« La ligne directrice générale qui a été suivie dans la présente loi est de rendre applicables aux zones de secours les dispositions de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé des administrations provinciales et locales et des zones de police locales, modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du Fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions. Cette ligne directrice vaut tant pour les zones de secours, en leur qualité d'employeurs, que pour les membres du personnel nommés à titre définitif ou assimilés qu'elles occupent » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3434/002, pp. 15-16).

B.2.1. La disposition attaquée renvoie à l'article 68, §§ 2 et 3, de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile. Cette disposition, telle qu'elle a été modifiée par l'article 23 de la loi du 19 avril 2014 « fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail des membres professionnels opérationnels des zones de secours et du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région Bruxelles-Capitale et modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile », est ainsi rédigée :

« § 2. Les dotations des communes de la zone sont fixées chaque année par une délibération du conseil, sur la base de l'accord intervenu entre les différents conseils communaux concernés.

L'accord est obtenu au plus tard le 1^{er} novembre de l'année précédant l'année pour laquelle la dotation est prévue.

Pour la première inscription de la dotation communale, le conseil de prézone peut décider de postposer la date du 1^{er} novembre 2014 et obtenir un accord au plus tard le 1^{er} novembre 2015.

§ 3. A défaut d'un tel accord, la dotation de chaque commune est fixée par le gouverneur de province en tenant compte des critères suivants pour chaque commune :

- la population résidentielle et active;
- la superficie;
- le revenu cadastral;
- le revenu imposable;
- les risques présents sur le territoire de la commune;
- le temps d'intervention moyen sur le territoire de la commune;
- la capacité financière de la commune.

Une pondération d'au moins 70 % est attribuée au critère ' population résidentielle et active '.

Le gouverneur notifie à chaque commune le montant de la dotation communale qu'il lui incombe de supporter au plus tard le 15 décembre de l'année précédant celle pour laquelle la dotation est prévue.

Pour les trois années suivant l'intégration des services d'incendie dans les zones de secours, le gouverneur tient compte, dans la fixation de la dotation communale, du passif des communes en matière de redevances telles visées à l'article 10, § 4, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

Le gouverneur peut décider de modalités de paiement spécifiques pour ce qui concerne le paiement des dotations communales.

Le conseil communal peut exercer un recours auprès du ministre contre la décision du gouverneur dans un délai de vingt jours à compter du lendemain de la notification à l'autorité communale.

Le ministre de l'Intérieur statue sur ce recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception.

Il transmet sa décision au plus tard le dernier jour de ce délai au gouverneur, au conseil de zone et au conseil communal.

A défaut de décision à l'expiration de ce délai, le recours est réputé rejeté.

La décision sur recours vaut inscription dans les budgets communaux au 1^{er} novembre de l'année précédant celle pour laquelle la dotation est prévue ».

B.2.2. Par son arrêt n° 5/2016 du 14 janvier 2016, la Cour a rejeté le recours portant sur cette disposition.

Quant à la demande de jonction des recours dans les affaires n°s 6104 et 6105

B.3.1. Le Conseil des ministres, rejoint par la partie requérante, demande à la Cour de joindre les recours introduits dans les affaires n°s 6104 et 6105. Le recours dans l'affaire n° 6105 porte sur l'article 23 de la loi du 19 avril 2014 « fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail des membres professionnels opérationnels des zones de secours et du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région Bruxelles-Capitale et modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ».

B.3.2. En application de l'article 100 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, la Cour peut joindre les recours en annulation relatifs à une même norme. En l'espèce, les recours ne portent pas sur la même norme. Par ailleurs, la jonction des causes est une mesure qui est prise par la Cour en fonction des nécessités d'une bonne administration de la justice.

Il n'y a pas lieu de faire droit à la demande de jonction.

Quant au premier moyen

B.4. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution. La partie requérante fait grief à la disposition attaquée de mettre les cotisations patronales complémentaires dues à titre de responsabilisation individuelle et relatives aux membres du personnel des zones de secours à charge des communes composant la zone de secours et non à charge de la zone elle-même, ce qui entraînerait une discrimination entre ces communes, devant s'acquitter de ces cotisations alors qu'elles n'ont pas la qualité d'employeur de ces membres du personnel, et toutes les autres administrations locales soumises au paiement des mêmes cotisations relativement aux membres du personnel dont elles sont les employeurs.

B.5.1. Les articles 19 et 20 de la loi du 24 octobre 2011 mettent à charge de certaines administrations membres du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale (ORPSS) une cotisation de responsabilisation qui représente un supplément de cotisations patronales de pension. Ce supplément est dû par l'administration provinciale ou locale, par la zone de police locale ou par la zone de secours lorsque le taux propre de pension de cet employeur est supérieur au taux de cotisation de base fixé en application de l'article 16 de la loi du 24 octobre 2011. Le taux propre de pension est le rapport existant entre, d'une part, les dépenses en matière de pension que le Fonds de pension solidarisé de l'ORPSS a supportées au cours de l'année considérée pour les anciens membres du personnel de l'employeur en question et leurs ayants droit et, d'autre part, la masse salariale qui correspond à la rémunération soumise aux cotisations pension liquidée pour cette année par cet employeur à son personnel nommé à titre définitif affilié au Fonds.

B.5.2. Ainsi que le précisent les travaux préparatoires de la loi du 24 octobre 2011, « ce sont uniquement les employeurs responsabilisés qui doivent contribuer dans une plus juste mesure à la solidarité puisqu'ils n'y participent pas assez actuellement et que cela génère un déficit » (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-1770/001, p. 38). Les employeurs responsabilisés sont ceux dont la masse salariale des rémunérations payées au personnel nommé est trop peu importante par rapport à la charge représentée par les pensions dues aux anciens membres de leur personnel nommé et à leurs ayants droit.

B.5.3. Le supplément de cotisations patronales pension dû au titre de responsabilisation individuelle et calculé en application des dispositions précitées a pour objectif de compenser un phénomène spécifique qui aggrave le problème du financement ou, du moins, augmente le taux de cotisation :

« Il s'agit principalement de la diminution du nombre d'agents nommés et, par voie de conséquence, de la baisse des cotisations pensions qui combinée à l'augmentation des charges de pensions, entraîne, compte tenu du mode de fixation du taux de cotisation, qui est basé sur un équilibre entre les recettes et les dépenses, une augmentation constante du taux de cotisation nécessaire pour couvrir les dépenses » (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-1770/001, p. 6).

Pour faire face à ce phénomène, le législateur a entendu organiser une responsabilisation partielle de certains employeurs :

« Un coefficient de ' responsabilisation ' identique est appliqué à toutes les administrations responsabilisées. Il est appliqué sur les éléments propres à la situation individuelle de chacune des administrations concernées, à savoir sur la différence entre la charge de pension supportée par la solidarité pour l'administration locale considérée et les cotisations pension payées au taux de base dans le cadre de la solidarité par cette administration. [...]

[...]

Les cotisations supplémentaires pension sont uniquement patronales sans participation de l'agent. D'une part, elles résultent du comportement de l'employeur qui n'est pas imputable aux agents » (*ibid.*, pp. 18-19).

B.5.4. La cotisation pension de base acquittée par chaque employeur public est calculée sur la masse salariale actuelle correspondant aux rémunérations qu'il paye chaque année à son personnel nommé à titre définitif. Le législateur, confronté à la nécessité d'assurer le financement des pensions des membres du personnel nommé des administrations locales, a cherché à corriger les effets négatifs sur ce financement de la diminution, par certains employeurs, du nombre de leurs agents nommés par rapport au nombre d'anciens agents statutaires et de leurs ayants droit qui perçoivent une pension à charge du Fonds de pension solidarisé de l'ORPSS.

Un tel comportement de la part des employeurs publics est certes légal et admissible, mais il a des conséquences sur le financement des pensions dues aux anciens membres de leur personnel nommé. Par son arrêt n° 71/2013 du 22 mai 2013, la Cour a jugé qu'il n'était pas déraisonnable que le législateur cherche à responsabiliser les employeurs qui contribuent à aggraver de la sorte les difficultés de financement des pensions du personnel nommé des administrations locales en leur faisant supporter une partie des conséquences financières de leurs choix en ce qui concerne la nomination de leur personnel.

B.5.5. L'article 65 de la loi du 5 mai 2014 insère dans la loi du 24 octobre 2011 un article 21/1 qui crée une fiction juridique pour le calcul de la cotisation de responsabilisation due par les communes et les intercommunales qui ont transféré à une zone de secours du personnel nommé à titre définitif. Cette fiction constitue un mécanisme correcteur, temporaire, pour éviter que les communes et intercommunales concernées ne voient leur cotisation de responsabilisation artificiellement augmentée en conséquence du transfert de personnel.

La disposition attaquée ne fait pas partie de ce mécanisme correcteur et son application n'est d'ailleurs pas limitée dans le temps.

B.6. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, l'article 21/2 de la loi du 24 octobre 2011, inséré par la disposition attaquée, a pour effet de mettre à charge des communes constituant la zone de secours le montant des cotisations patronales complémentaires dues à titre de responsabilisation individuelle par la zone. La circonstance que la facture est envoyée à la zone elle-même et est acquittée par elle ne porte pas atteinte au fait que le montant des cotisations est, en application de la disposition attaquée, supporté directement par les communes membres de la zone et non par le budget de celle-ci. S'il est vrai que ce budget est, en grande partie, constitué des dotations à charge des communes, il est également constitué d'autres sources de financement et ne se confond du reste pas avec les budgets des communes formant la zone.

B.7. La justification de l'amendement à l'origine de la disposition attaquée indique :

« L'article 21/2 prévoit comment la facture de responsabilisation adressée à une zone de secours doit être répartie entre les communes qui composent la zone. Plutôt que d'inventer une nouvelle clé de répartition obligatoire, il est fait application des dispositions de l'article 68, § 2 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile. A défaut d'accord entre les communes sur une clé de répartition conventionnelle entre elles, les paramètres prévus par l'article 68, § 2, alinéa 3 seront appliqués » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3434/002, p. 24).

B.8. Dès lors que la cotisation de responsabilisation a pour objectif de compenser un déficit de financement des pensions des agents nommés des pouvoirs locaux et de leurs ayants droit causé par des choix de politique de personnel et que son imposition est en conséquence directement liée aux décisions en cette matière prises par les employeurs locaux, il n'est pas raisonnablement justifié de faire supporter la charge de cette cotisation par une ou plusieurs autres personnes morales que l'employeur responsable de la politique de nomination de son personnel.

B.9. Par ailleurs, l'imprévisibilité du montant dû par la zone de secours à titre de cotisations patronales supplémentaires ne constitue pas un obstacle à l'inscription de ce poste au budget de la zone elle-même. En effet, d'autres dettes inscrites au budget des zones de secours présentent également un montant imprévisible, la confection d'un budget reposant, par définition, sur des estimations.

B.10. Le moyen est fondé. Il y a lieu d'annuler l'article 66 de la loi du 5 mai 2014 concernant diverses matières relatives aux pensions du secteur public.

Les deuxième et troisième moyens pris par la partie requérante ne pouvant mener à une annulation plus étendue, il n'est pas nécessaire de les examiner.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 66 de la loi du 5 mai 2014 concernant diverses matières relatives aux pensions du secteur public.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 14 janvier 2016.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2016/200432]

Uittreksel uit arrest nr. 6/2016 van 14 januari 2016

Rolnummer : 6104

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 66 van de wet van 5 mei 2014 betreffende diverse aangelegenheden inzake de pensioenen van de overheidssector, ingesteld door de stad Andenne.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en T. Giet, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 27 november 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 december 2014, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 66 van de wet van 5 mei 2014 betreffende diverse aangelegenheden inzake de pensioenen van de overheidssector (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 juni 2014) door de stad Andenne, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Bourtembourg en Mr. N. Fortemps, advocaten bij de balie te Brussel.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling

B.1.1. Het beroep heeft betrekking op artikel 66 van de wet van 5 mei 2014 « betreffende diverse aangelegenheden inzake de pensioenen van de overheidssector », dat in de wet van 24 oktober 2011 « tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen » een artikel 21/2 invoegt, dat luidt :

« Het bedrag van de aanvullende werkgeverspensioensbijdragen die verschuldigd zijn voor de individuele responsabilisering, wordt verdeeld onder de gemeenten van de zone conform de bepalingen van artikel 68, §§ 2 en 3 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ».

B.1.2. De wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid voorziet in de oprichting van hulpverleningszones en in de overdracht van het personeel van de vroegere gemeentelijke brandweerkorpsen naar de nieuwe zones. Voor dat personeel is een eenvormig administratief en geldelijk statuut voor alle hulpverleningszones vastgesteld. De bestreden bepaling past in een geheel van bepalingen die tot doel hebben de situatie, inzake sociale veiligheid en pensioenen, van alle vastbenoemde beroepspersoneelsleden van de hulpverleningszones te regelen.

In de parlementaire voorbereiding van de wet van 5 mei 2014 wordt gepreciseerd :

« De algemene richtlijn die gevolgd werd in deze wet is om de bepalingen van de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen van toepassing te maken op de hulpverleningszones. Deze richtlijn geldt zowel voor de hulpverleningszones, in hun hoedanigheid van werkgevers, als voor de vastbenoemde of gelijkgestelde personeelsleden die ze te werk stellen » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3434/002, pp. 15-16).

B.2.1. De bestreden bepaling verwijst naar artikel 68, §§ 2 en 3, van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid. Die bepaling, zoals gewijzigd bij artikel 23 van de wet van 19 april 2014 « tot vaststelling van bepaalde aspecten van de arbeidstijd van de operationele beroepsleden van de hulpverleningszones en van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp en tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid », luidt :

« § 2. De dotaties van de gemeenten van de zone worden jaarlijks vastgelegd door de raad op basis van een akkoord, bereikt tussen de verschillende betrokken gemeenteraden.

Het akkoord wordt bereikt ten laatste op 1 november van het jaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de dotatie bestemd is.

Voor de eerste inschrijving van de gemeentelijke dotatie kan de raad van de prezone beslissen de datum van 1 november 2014 te verdagen en ten laatste op 1 november 2015 een akkoord bereiken.

§ 3. Bij gebrek aan dergelijk akkoord, wordt de dotatie van elke gemeente vastgesteld door de provinciegouverneur, rekening houdende met de volgende criteria voor elke gemeente :

- de residentiële en actieve bevolking;
- de oppervlakte;
- het kadastraal inkomen;
- het belastbaar inkomen;
- de risico's aanwezig op het grondgebied van de gemeente;
- de gemiddelde interventietijd op het grondgebied van de gemeente;
- de financiële draagkracht van de gemeente.

Aan het criterium ' residentiële en actieve bevolking ' wordt een weging van minstens 70 % toegekend.

De gouverneur brengt elke gemeente op de hoogte van het bedrag van de gemeentelijke dotatie waarvoor hij moet instaan, dit ten laatste op 15 december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de dotatie bestemd is.

Voor de drie jaren die volgen op de integratie van de brandweerdiensten in de hulpverleningszones, houdt de gouverneur bij het bepalen van de gemeentelijke dotatie rekening met het passief van de gemeenten inzake de bijdragen bedoeld in artikel 10, § 4, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

De gouverneur kan beslissen over specifieke betalingsmethoden voor de betaling van de gemeentelijke dotaties.

De gemeenteraad kan tegen de beslissing van de gouverneur beroep instellen bij de minister binnen een termijn van twintig dagen, te rekenen vanaf de dag na de kennisgeving ervan aan de gemeentelijke overheid.

De minister van Binnenlandse Zaken beslist over dit beroep binnen een termijn van veertig dagen, te rekenen vanaf de dag na de ontvangst ervan.

Ten laatste op de laatste dag van deze termijn deelt hij zijn beslissing mee aan de gouverneur, de zoneraad en de gemeenteraad.

Bij ontstentenis van een beslissing bij het verstrijken van deze termijn, wordt het beroep als verworpen beschouwd.

De beslissing aangaande het beroep geldt als inschrijving in de gemeentebegroting op 1 november van het jaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de dotatie bestemd is ».

B.2.2. Bij zijn arrest nr. 5/2016 van 14 januari 2016 heeft het Hof het beroep met betrekking tot die bepaling verworpen.

Ten aanzien van het verzoek tot samenvoeging van de beroepen in de zaken nrs. 6104 en 6105

B.3.1. De Ministerraad, hierin gevolgd door de verzoekende partij, verzoekt het Hof de in de zaken nrs. 6104 en 6105 ingestelde beroepen samen te voegen. Het beroep in de zaak nr. 6105 heeft betrekking op artikel 23 van de wet van 19 april 2014 « tot vaststelling van bepaalde aspecten van de arbeidstijd van de operationele beroepsleden van de hulpverleningszones en van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp en tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ».

B.3.2. Met toepassing van artikel 100 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof kan het Hof de beroepen tot vernietiging betreffende eenzelfde norm samenvoegen. Te dezen hebben de beroepen geen betrekking op dezelfde norm. De samenvoeging van de zaken is overigens een maatregel die het Hof neemt rekening houdend met de vereisten van een goede rechtsbedeling.

Er dient niet te worden ingegaan op het verzoek tot samenvoeging.

Ten aanzien van het eerste middel

B.4. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. De verzoekende partij verwijt de bestreden bepaling de aanvullende werkgeverspensioenbijdragen die verschuldigd zijn voor de individuele responsabilisering en met betrekking tot de personeelsleden van de hulpverleningszones, ten laste te leggen van de gemeenten die de hulpverleningszone samenstellen en niet ten laste te leggen van de zone zelf, hetgeen een discriminatie zou teweegbrengen tussen die gemeenten, die die bijdragen moeten betalen terwijl zij niet de hoedanigheid van werkgever van die personeelsleden hebben, en alle andere plaatselijke besturen die zijn onderworpen aan de betaling van dezelfde bijdragen met betrekking tot de personeelsleden van wie zij de werkgever zijn.

B.5.1. De artikelen 19 en 20 van de wet van 24 oktober 2011 leggen aan bepaalde besturen die lid zijn van het gesolidariseerd pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen van de Dienst van de Bijzondere Socialezekerheidstelsels (DIBISS) een responsabiliseringsbijdrage op die een aanvulling is op de werkgeversbijdragen inzake pensioenen. Die aanvulling is door het provinciale of lokale bestuur, door de lokale politiezone of door de hulpverleningszone verschuldigd wanneer de eigen pensioenbijdragevoet van die werkgever groter is dan de basispensioenbijdragevoet die is vastgesteld met toepassing van artikel 16 van de wet van 24 oktober 2011. De eigen pensioenbijdragevoet is de verhouding tussen, enerzijds, de uitgaven inzake pensioenen die het gesolidariseerd pensioenfonds van de DIBISS gedurende het beschouwde jaar heeft gedragen voor de gewezen personeelsleden van de betrokken werkgever en hun rechthebbenden, en, anderzijds, de loonmassa die overeenstemt met het aan pensioenbijdragen onderworpen loon dat voor datzelfde jaar door die werkgever werd uitbetaald aan zijn vastbenoemd personeel dat bij het fonds is aangesloten.

B.5.2. Zoals gepreciseerd in de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet, « zijn [het] inderdaad slechts de geresponsabiliseerde werkgevers die in een rechtvaardiger mate moeten bijdragen tot de solidariteit vermits ze er momenteel niet voldoende aan deelnemen en zulks een deficit doet ontstaan » (*Parl. St.*, Kamer, 2010-2011, DOC 53-1770/001, p. 38). De geresponsabiliseerde werkgevers zijn die van wie de loonmassa van de aan het benoemde personeel uitbetaalde lonen te laag is ten opzichte van de last van de pensioenen verschuldigd aan hun voormalige benoemde personeelsleden en hun rechthebbenden.

B.5.3. De aanvulling van de werkgeversbijdrage inzake pensioenen, verschuldigd als individuele responsabilisering en berekend met toepassing van de voormelde bepalingen, heeft tot doel een specifiek fenomeen te compenseren dat het probleem van de financiering verergert, of althans het bijdragepercentage verhoogt :

« In het bijzonder gaat het om de vermindering van het aantal vastbenoemde ambtenaren en daardoor om de daling van de pensioenbijdragen. In combinatie met de stijgende pensioenlasten en rekening houdend met de manier waarop het bijdragepercentage vastgesteld wordt op basis van ' ontvangsten en uitgaven in evenwicht ', leidt dit tot een constante stijging van het bijdragepercentage dat nodig is om de uitgaven te dekken » (*Parl. St.*, Kamer, 2010-2011, DOC 53-1770/001, p. 6).

Om dat fenomeen in te dijken heeft de wetgever een gedeeltelijke responsabilisering van bepaalde werkgevers willen organiseren :

« Een identieke ' responsabiliseringscoëfficiënt ' wordt toegepast op alle geresponsabiliseerde besturen. Hij is van toepassing op de elementen die eigen zijn aan de individuele situatie bij elk van de betrokken besturen, met name op het verschil tussen de pensioenlast gedragen door de solidariteit voor het beschouwde bestuur en de pensioenbijdragen die dit bestuur betaalt aan het basispercentage in het kader van de solidariteit. [...]

[...]

De bijkomende pensioenbijdragen zijn enkel patronaal, zonder aandeel van het personeelslid. Enerzijds, vloeien zij voort uit de houding van de werkgever en zijn niet ten laste van de personeelsleden » (*ibid.*, pp. 18-19).

B.5.4. De basispensioenbijdrage die door elke overheidswerkgever wordt betaald, wordt berekend op basis van de loonmassa die overeenstemt met de lonen die hij elk jaar aan zijn vastbenoemd personeel uitbetaalt. De wetgever, vanuit de noodzaak de financiering van de pensioenen van de benoemde personeelsleden van de plaatselijke besturen te waarborgen, heeft getracht de negatieve gevolgen, voor die financiering, van de vermindering, door bepaalde werkgevers, van hun aantal benoemde personeelsleden ten opzichte van het aantal voormalige statutaire personeelsleden en hun rechthebbenden die een pensioen ontvangen ten laste van het gesolidariseerd pensioenfonds van de DIBISS te corrigeren.

Een dergelijke handelwijze vanwege de overheidswerkgevers is weliswaar wettig en toelaatbaar, maar heeft gevolgen voor de financiering van de pensioenen die verschuldigd zijn aan hun voormalige benoemde personeelsleden. Bij zijn arrest nr. 71/2013 van 22 mei 2013 heeft het Hof geoordeeld dat het niet onredelijk was dat de wetgever de werkgevers die op die manier de moeilijkheden inzake financiering van de pensioenen van het vastbenoemd personeel van de plaatselijke besturen mee verergeren, tracht te responsabiliseren door hun een gedeelte van de financiële gevolgen van hun keuzen inzake benoeming van hun personeel te laten dragen.

B.5.5. Artikel 65 van de wet van 5 mei 2014 voegt in de wet van 24 oktober 2011 een artikel 21/1 in, dat een juridische fictie creëert voor de berekening van de responsabiliseringsbijdrage die de gemeenten en de intercommunales die vastbenoemd personeel hebben overgedragen aan een hulpverleningszone, verschuldigd zijn. Die fictie vormt een tijdelijk corrigerend mechanisme om te voorkomen dat de responsabiliseringsbijdrage van de betrokken gemeenten en intercommunales kunstmatig wordt verhoogd door de overdracht van het personeel.

De bestreden bepaling maakt geen deel uit van dat corrigerend mechanisme en de toepassing ervan is overigens niet beperkt in de tijd.

B.6. In tegenstelling tot wat de Ministerraad aanvoert, heeft artikel 21/2 van de wet van 24 oktober 2011, ingevoegd bij de bestreden bepaling, tot gevolg de gemeenten die de hulpverleningszone vormen het bedrag ten laste te leggen van de aanvullende werkgeverspensioenbijdragen die de zone voor de individuele responsabilisering verschuldigd is. Het gegeven dat de rekening wordt gericht aan en betaald door de zone zelf doet geen afbreuk aan het feit dat het bedrag van de bijdragen, met toepassing van de bestreden bepaling, rechtstreeks wordt gedragen door de gemeenten die lid zijn van de zone en niet door de begroting van die laatstgenoemde. Hoewel het juist is dat die begroting grotendeels bestaat uit de dotaties ten laste van de gemeenten, bestaat zij eveneens uit andere financieringsbronnen en valt zij voor de rest niet samen met de begrotingen van de gemeenten die de zone vormen.

B.7. De verantwoording voor het amendement dat aan de oorsprong van de bestreden bepaling ligt, geeft aan :

« Artikel 21/2 voorziet hoe de responsabiliseringsfactuur gericht aan een hulpverleningszone verdeeld moet worden onder de gemeenten die de zone vormen. Eerder dan een nieuwe verplichte verdeelsleutel uit te vinden, werden de bepalingen van artikel 68, § 2 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid toegepast. Bij gebrek aan akkoord tussen de gemeenten over een onderling overeengekomen verdeelsleutel, zullen de parameters voorzien door artikel 68, § 2, derde lid, toegepast worden » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3434/002, p. 24).

B.8. Aangezien de responsabiliseringsbijdrage tot doel heeft een deficit in de financiering van de pensioenen van de benoemde ambtenaren van de plaatselijke besturen en van hun rechthebbenden als gevolg van keuzes op het vlak van personeelsbeleid te compenseren en aangezien het opleggen ervan bijgevolg rechtstreeks verbonden is met de beslissingen die de plaatselijke werkgevers ter zake nemen, is het niet redelijk verantwoord de last van die bijdrage te laten dragen door een of meer andere rechtspersonen dan de werkgever die verantwoordelijk is voor het beleid inzake de benoeming van zijn personeel.

B.9. Overigens vormt de onvoorzienbaarheid van het bedrag dat de hulpverleningszone verschuldigd is als aanvullende werkgeverspensioenbijdragen geen belemmering voor de inschrijving van die post in de begroting van de zone zelf. Andere schulden die in de begroting van de hulpverleningszones zijn opgenomen, vertonen immers eveneens een onvoorzienbaar bedrag, waarbij de opmaak van een begroting per definitie steunt op ramingen.

B.10. Het middel is gegrond. Artikel 66 van de wet van 5 mei 2014 betreffende diverse aangelegenheden inzake de pensioenen van de overheidssector dient te worden vernietigd.

Daar het tweede en het derde middel die door de verzoekende partij zijn aangevoerd, niet kunnen leiden tot een ruimere vernietiging, dienen zij niet te worden onderzocht.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 66 van de wet van 5 mei 2014 betreffende diverse aangelegenheden inzake de pensioenen van de overheidssector.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 14 januari 2016.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/200432]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 6/2016 vom 14. Januar 2016

Geschäftsverzeichnisnummer 6104

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 66 des Gesetzes vom 5. Mai 2014 über verschiedene Angelegenheiten in Bezug auf die Pensionen des öffentlichen Sektors, erhoben von der Stadt Andenne.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und T. Giet, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 27. November 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Dezember 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 66 des Gesetzes vom 5. Mai 2014 über verschiedene Angelegenheiten in Bezug auf die Pensionen des öffentlichen Sektors (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 2. Juni 2014): die Stadt Andenne, unterstützt und vertreten durch RA J. Bourtembourg und RAin N. Fortemps, in Brüssel zugelassen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtene Bestimmung

B.1.1. Die Klage bezieht sich auf Artikel 66 des Gesetzes vom 5. Mai 2014 «über verschiedene Angelegenheiten in Bezug auf die Pensionen des öffentlichen Sektors», mit dem in das Gesetz vom 24. Oktober 2011 «zur Gewährleistung einer dauerhaften Finanzierung der Pensionen der endgültig ernannten Personalmitglieder der provinziellen und lokalen Verwaltungen und der lokalen Polizeizonen, zur Abänderung des Gesetzes vom 6. Mai 2002 zur Schaffung des Pensionsfonds der integrierten Polizei und zur Festlegung besonderer Bestimmungen in Sachen soziale Sicherheit und zur Festlegung verschiedener Abänderungsbestimmungen» ein Artikel 21/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt wird:

«Der Betrag der zusätzlichen Arbeitgeberbeiträge, die für die individuelle Mitverantwortung geschuldet sind, wird gemäß den Bestimmungen von Artikel 68 §§ 2 und 3 des Gesetzes vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit auf die Gemeinden der Zone verteilt».

B.1.2. Im Gesetz vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit ist die Schaffung von Hilfeleistungszonen und die Übertragung des Personals der früheren kommunalen Feuerwehrcorps auf die neuen Zonen vorgesehen. Ein einheitliches Verwaltungs- und Besoldungsstatut für alle Hilfeleistungszonen wird für dieses Personal festgelegt. Die angefochtene Bestimmung ist Bestandteil eines Bündels von Bestimmungen, die dazu dienen, die Situation hinsichtlich der sozialen Sicherheit und der Pensionen für das gesamte endgültig ernannte Berufspersonal der Hilfeleistungszonen zu regeln.

In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 5. Mai 2014 wurde präzisiert:

«Der allgemeine Leitgedanke in diesem Gesetz besteht darin, die Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Oktober 2011 zur Gewährleistung einer dauerhaften Finanzierung der Pensionen der endgültig ernannten Personalmitglieder der provinziellen und lokalen Verwaltungen und der lokalen Polizeizonen, zur Abänderung des Gesetzes vom 6. Mai 2002 zur Schaffung des Pensionsfonds der integrierten Polizei und zur Festlegung besonderer Bestimmungen in Sachen soziale Sicherheit und zur Festlegung verschiedener Abänderungsbestimmungen auf die Hilfeleistungszonen zur Anwendung zu bringen. Dieser Leitgedanke gilt sowohl für die Hilfeleistungszonen, in ihrer Eigenschaft als Arbeitgeber, als auch für die endgültig ernannten oder gleichgestellten Personalmitglieder, die sie beschäftigen»

(*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3434/002, SS. 15-16).

B.2.1. Die angefochtene Bestimmung verweist auf Artikel 68 §§ 2 und 3 des Gesetzes vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit. Diese Bestimmung, abgeändert durch Artikel 23 des Gesetzes vom 19. April 2014 «zur Festlegung bestimmter Aspekte der Arbeitszeitgestaltung der Berufsmittglieder des Einsatzpersonals der Hilfeleistungszonen und des Feuerwehrdienstes und Dienstes für dringende medizinische Hilfe der Region Brüssel-Hauptstadt und zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit», lautet:

«§ 2. Die Dotationen der Gemeinden der Zone werden jährlich vom Rat auf der Grundlage einer Vereinbarung zwischen den verschiedenen betroffenen Gemeinderäten festgelegt.

Die Vereinbarung wird spätestens am 1. November des Jahres vor dem Jahr, für das die Dotation bestimmt ist, erzielt.

Für die erste Eintragung der kommunalen Dotation kann der Rat der vorläufigen Zone beschließen, das Datum vom 1. November 2014 zu verschieben und spätestens am 1. November 2015 eine Vereinbarung zu erzielen.

§ 3. In Ermangelung einer solchen Vereinbarung wird die Dotation jeder Gemeinde vom Provinzgouverneur unter Berücksichtigung folgender Kriterien für jede Gemeinde festgelegt:

- Wohnbevölkerung und Erwerbsbevölkerung,
- Oberfläche,
- Katastereinkommen,
- steuerpflichtiges Einkommen,
- Risiken auf dem Gebiet der Gemeinde,
- durchschnittliche Einsatzfrist auf dem Gebiet der Gemeinde,
- finanzielle Leistungsfähigkeit der Gemeinde.

Das Kriterium ' Wohnbevölkerung und Erwerbsbevölkerung ' wird mit mindestens 70 Prozent gewichtet.

Der Gouverneur notifiziert jeder Gemeinde den Betrag der kommunalen Dotation, den sie zu tragen hat, spätestens am 15. Dezember des Jahres vor dem Jahr, für das die Dotation bestimmt ist.

Für die drei Jahre, die der Integration der Feuerwehrdienste in die Hilfeleistungszonen folgen, berücksichtigt der Gouverneur bei der Festlegung der kommunalen Dotation die Passiva der Gemeinden in Bezug auf die in Artikel 10 § 4 des Gesetzes vom 31. Dezember 1963 über den Zivilschutz erwähnten Beiträge.

Der Gouverneur kann spezifische Modalitäten für die Zahlung der kommunalen Dotationen beschließen.

Der Gemeinderat kann binnen einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Tag der Notifizierung an die Gemeindebehörde Widerspruch gegen den Beschluss des Gouverneurs beim Minister einreichen.

Der Minister des Innern befindet binnen vierzig Tagen ab dem Tag nach Empfang des Widerspruchsschreibens über diesen Widerspruch.

Er übermittelt dem Gouverneur, dem Zonenrat und dem Gemeinderat seinen Beschluss spätestens am letzten Tag dieser Frist.

In Ermangelung eines Beschlusses bei Ablauf dieser Frist gilt der Widerspruch als abgewiesen.

Der Beschluss über den Widerspruch gilt als Eintragung in den Gemeindehaushaltsplan am 1. November des Jahres vor dem Jahr, für das die Dotation bestimmt ist».

B.2.2. In seinem Entscheid Nr. 5/2016 vom 14. Januar 2016 hat der Gerichtshof die Klage in Bezug auf diese Bestimmung zurückgewiesen.

In Bezug auf den Antrag auf Verbindung der Klagen in den Rechtssachen Nrn. 6104 und 6105

B.3.1. Der Ministerrat, dem sich die klagende Partei anschließt, bittet den Gerichtshof, die in den Rechtssachen Nrn. 6104 und 6105 eingereichten Klagen zu verbinden. Die Klage in der Rechtssache Nr. 6105 bezieht sich auf Artikel 23 des Gesetzes vom 19. April 2014 «zur Festlegung bestimmter Aspekte der Arbeitszeitgestaltung der Berufsmittglieder des Einsatzpersonals der Hilfeleistungszonen und des Feuerwehrdienstes und Dienstes für dringende medizinische Hilfe der Region Brüssel-Hauptstadt und zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit».

B.3.2. In Anwendung von Artikel 100 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof kann der Gerichtshof Nichtigkeitsklagen in Bezug auf dieselbe Norm verbinden. Im vorliegenden Fall beziehen sich die Klagen nicht auf dieselbe Norm. Im Übrigen ist die Verbindung von Rechtssachen eine Maßnahme, die durch den Gerichtshof entsprechend den Erfordernissen einer geordneten Rechtspflege ergriffen wird.

Dem Antrag auf Verbindung ist nicht stattzugeben.

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.4. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung. Die klagende Partei bemängelt, dass durch die angefochtene Bestimmung die zusätzlichen Arbeitgeberbeiträge, die für die individuelle Mitverantwortung geschuldet seien und sich auf die Personalmitglieder der Hilfeleistungszonen bezögen, den Gemeinden auferlegt würden, aus denen sich die Hilfeleistungszone zusammensetze, und nicht der Zone selbst, was zu einer Diskriminierung zwischen diesen Gemeinden, die diese Beiträge leisten müssten, während sie nicht die Eigenschaft als Arbeitgeber dieser Personalmitglieder besäßen, und allen anderen lokalen Verwaltungen, die die gleichen Beiträge für die Personalmitglieder, deren Arbeitgeber sie seien, zahlen müssten, führe.

B.5.1. Durch die Artikel 19 und 20 des Gesetzes vom 24. Oktober 2011 wird bestimmten Behörden, die Mitglieder des solidarischen Pensionsfonds der provinziellen und lokalen Verwaltungen des Amtes für die Sonderregelungen der sozialen Sicherheit sind, ein Mitverantwortungsbeitrag auferlegt, der einen zusätzlichen Arbeitgeberbeitrag zur Pension darstellt. Dieser Zusatzbeitrag ist zu zahlen durch die provinzielle oder lokale Verwaltung, durch die lokale Polizeizone oder durch die Hilfeleistungszone, wenn der eigene Pensionsbeitragssatz dieses Arbeitgebers höher ist als der Basisbeitragssatz, der in Anwendung von Artikel 16 des Gesetzes vom 24. Oktober 2011 festgelegt wird. Der eigene Pensionsbeitragssatz ist das Verhältnis zwischen einerseits den Pensionsausgaben, die der solidarische Pensionsfonds des Amtes für die Sonderregelungen der sozialen Sicherheit im Laufe des betreffenden Jahres für die ehemaligen Personalmitglieder des betreffenden Arbeitgebers und ihre Anspruchsberechtigten getätigt hat, und andererseits der Lohnmasse, die der pensionsbeitragspflichtigen Entlohnung entspricht, die dieser Arbeitgeber für dasselbe Jahr seinem endgültig ernannten, dem Fonds angeschlossenen Personal gezahlt hat.

B.5.2. Wie in den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Gesetz präzisiert wurde, «müssen nur die zur Mitverantwortung herangezogenen Arbeitgeber in einem gerechteren Maße zur Solidarität beitragen, da sie sich derzeit nicht genügend daran beteiligen, und dies ein Defizit verursacht» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-1770/001, S. 38). Die zur Mitverantwortung herangezogenen Arbeitgeber sind diejenigen, deren Lohnmasse der an das ernannte Personal gezahlten Entlohnungen zu gering ist im Verhältnis zu den Pensionszahlungen, die ihren ehemaligen ernannten Personalmitgliedern und deren Anspruchsberechtigten geschuldet sind.

B.5.3. Die zusätzlichen Arbeitgeberbeiträge zu den Pensionen, die als individuelle Mitverantwortung geschuldet sind und in Anwendung der vorerwähnten Bestimmungen berechnet werden, dienen dazu, ein spezifisches Phänomen auszugleichen, das das Finanzierungsproblem erschwert oder zumindest die Beitragssätze erhöht:

«Es handelt sich hauptsächlich um die Verringerung der Anzahl endgültig ernannter Bediensteter und folglich die Senkung der Pensionsbeiträge, was in Kombination mit der Erhöhung der Pensionslasten angesichts der Weise der Festsetzung des Beitragssatzes auf der Grundlage des Gleichgewichts zwischen den Einnahmen und Ausgaben zu einer ständigen Erhöhung des zur Deckung der Ausgaben erforderlichen Beitragssatzes führt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-1770/001, S. 6).

Um dieses Phänomen zu bewältigen, beabsichtigte der Gesetzgeber, eine teilweise Mitverantwortung gewisser Arbeitgeber zu organisieren:

«Es wird ein identischer ' Mitverantwortungskoeffizient ' auf alle zur Mitverantwortung herangezogenen Verwaltungen angewandt. Er wird auf die jeweiligen Elemente der individuellen Situation der einzelnen betroffenen Verwaltungen angewandt, das heißt auf die Differenz zwischen den solidarisch für die betreffende lokale Verwaltung getragenen Pensionslasten und den zum Basissatz im Rahmen der Solidarität durch diese Verwaltung gezahlten Pensionsbeiträge. [...]

[...]

Die zusätzlichen Pensionsbeiträge gelten nur für die Arbeitgeber, ohne Beteiligung des Bediensteten. Sie ergeben sich einerseits aus dem Verhalten des Arbeitgebers, und hierfür kann man die Bediensteten nicht verantwortlich machen» (ebenda, SS. 18-19).

B.5.4. Der durch die einzelnen öffentlichen Arbeitgeber geleisteten Basispensionsbeitrag wird auf Grundlage der aktuellen Lohnmasse berechnet, die den Entlohnungen entspricht, die er jedes Jahr seinem endgültig ernannten Personal auszahlt. Der Gesetzgeber hat angesichts der Notwendigkeit, die Finanzierung der Pensionen der ernannten Personalmitglieder der lokalen Verwaltungen zu sichern, versucht, die negativen Auswirkungen der Verringerung der Anzahl ernannter Bediensteter durch gewisse Arbeitgeber im Verhältnis zur Anzahl der ehemaligen statutarischen Bediensteten und ihrer Anspruchsberechtigten, die eine Pension zu Lasten des solidarischen Pensionsfonds des Amtes für die Sonderregelungen der sozialen Sicherheit erhalten, zu korrigieren.

Ein solches Verhalten der öffentlichen Arbeitgeber ist zwar legal und zulässig, doch es hat Folgen für die Finanzierung der Pensionen, die ihren ehemaligen ernannten Personalmitgliedern geschuldet werden. In seinem Entscheid Nr. 71/2013 vom 22. Mai 2013 hat der Gerichtshof geurteilt, dass es nicht unvernünftig war, wenn der Gesetzgeber versuchte, die Arbeitgeber, die auf diese Weise zur Verschlimmerung der Schwierigkeiten bei der Finanzierung der Pensionen des endgültig ernannten Personals der lokalen Verwaltungen beitragen, zur Mitverantwortung heranzuziehen, indem er ihnen einen Teil der finanziellen Folgen ihrer Entscheidungen bezüglich der Ernennung ihres Personals auferlegte.

B.5.5. Durch Artikel 65 des Gesetzes vom 5. Mai 2014 wird in das Gesetz vom 24. Oktober 2011 ein Artikel 21/1 eingefügt, mit dem eine juristische Fiktion für die Berechnung des Mitverantwortungsbeitrags der Gemeinden und Interkommunalen, die einer Hilfeleistungszone endgültig ernanntes Personal übertragen haben, eingeführt wird. Diese Fiktion besteht in einem zeitweiligen Korrekturmechanismus, um zu vermeiden, dass der Mitverantwortungsbeitrag der betreffenden Gemeinden und Interkommunalen infolge der Personalübertragung künstlich erhöht würde.

Die angefochtene Bestimmung gehört nicht zu diesem Korrekturmechanismus, und ihre Anwendung ist im Übrigen nicht zeitlich begrenzt.

B.6. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, hat der durch die angefochtene Bestimmung eingefügte Artikel 21/2 des Gesetzes vom 24. Oktober 2011 zur Folge, dass den Gemeinden, aus denen sich die Hilfeleistungszone zusammensetzt, der Betrag der zusätzlichen Arbeitgeberpensionsbeiträge auferlegt wird, den die Zone als individuelle Mitverantwortung schuldet. Der Umstand, dass die Rechnung der Zone selbst zugesandt und durch sie beglichen wird, beeinträchtigt nicht die Tatsache, dass der Betrag der Beiträge in Anwendung der angefochtenen Bestimmung direkt durch die Gemeinden, die Mitglied der Zone sind, und nicht durch den Haushalt der Zone getragen wird. Es trifft zwar zu, dass dieser Haushalt größtenteils aus Dotationen zu Lasten der Gemeinden besteht, doch er besteht auch aus anderen Finanzierungsquellen und deckt sich im Übrigen nicht mit den Haushalten der Gemeinden, die die Zone bilden.

B.7. In der Begründung des Abänderungsantrags, der zu der angefochtenen Bestimmung geführt hat, wurde angeführt:

«In Artikel 21/2 ist vorgesehen, wie die einer Hilfeleistungszone zugesandte Mitverantwortungsrechnung auf die Gemeinden verteilt werden muss, aus denen sich die Zone zusammensetzt. Statt einen neuen verpflichtenden Verteilerschlüssel zu erfinden, werden die Bestimmungen von Artikel 68 § 2 des Gesetzes vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit angewandt. Wenn keine Einigung zwischen den Gemeinden über einen vertraglichen Verteilerschlüssel zustande kommt, werden die in Artikel 68 § 2 Absatz 3 vorgesehenen Parameter angewandt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3434/002, S. 24).

B.8. Da der Mitverantwortungsbeitrag dazu dient, ein Defizit in der Finanzierung der Pensionen der ernannten Bediensteten der lokalen Verwaltungen und ihrer Anspruchsberechtigten auszugleichen, das durch Entscheidungen der Personalpolitik verursacht wird, und die Auferlegung des Beitrags folglich direkt mit den diesbezüglichen Entscheidungen der lokalen Arbeitgeber zusammenhängt, ist es nicht vernünftig gerechtfertigt, die Kosten dieses Beitrags einer oder mehreren anderen Rechtspersonen als dem für die Politik im Bereich der Ernennung seines Personals verantwortlichen Arbeitgeber aufzuerlegen.

B.9. Im Übrigen stellt die Unvorhersehbarkeit des durch die Hilfeleistungszone als zusätzliche Arbeitgeberpensionsbeiträge geschuldeten Betrags kein Hindernis dar, um diesen Posten in den Haushalt der Zone selbst einzutragen. Andere Schulden, die in den Haushalt der Hilfeleistungszonen eingetragen werden, stellen nämlich ebenfalls einen unvorhersehbaren Betrag dar, wobei die Erstellung eines Haushaltsplans *per definitionem* auf Schätzungen beruht.

B.10. Der Klagegrund ist begründet. Artikel 66 des Gesetzes vom 5. Mai 2014 über verschiedene Angelegenheiten in Bezug auf die Pensionen des öffentlichen Sektors ist für nichtig zu erklären.

Da der zweite und der dritte Klagegrund der klagenden Partei nicht zu einer umfassenderen Nichtigkeitsklärung führen können, brauchen sie nicht geprüft zu werden.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 66 des Gesetzes vom 5. Mai 2014 über verschiedene Angelegenheiten in Bezug auf die Pensionen des öffentlichen Sektors für nichtig.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 14. Januar 2016.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
J. Spreutels